

La situation stratégique de l'Europe et la détente

Autor(en): **Brunner, Dominique**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **121 (1976)**

Heft 3

PDF erstellt am: **27.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344008>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La situation stratégique de l'Europe et la détente

par le major EMG Dominique Brunner

UNE CONCENTRATION FORMIDABLE DE FORCES ARMÉES

L'introduction du rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de la Suisse du 27 juin 1973 commence par la phrase suivante: « Nous vivons à une époque de contrastes en matière de politique de sécurité ». C'est parfaitement vrai. Il suffit de jeter un coup d'œil sur les moyens militaires pouvant être employés en Europe — et contre l'Europe — pour s'en apercevoir.

En effet, les membres européens des deux alliances qui se font face sur notre continent, l'OTAN et le Pacte de Varsovie, ont présentement plus de deux millions d'hommes sous les drapeaux — et nous omettons les effectifs des armées de l'air et des marines de guerre! S'y ajoutent plus d'un demi-million de soldats russes des forces terrestres soviétiques stationnées dans l'Est européen ainsi que quelque 200 000 Américains, pour la plupart en République fédérale. Mais ce n'est pas tout. Ces troupes pouvant être engagées à brève échéance disposent d'un armement imposant: quelque 30 000 chars de combat — lorsque l'Allemagne attaqua la Russie en 1941, elle ne put engager que quelque 3300 chars —, quelque 9000 avions de combat, entre la mer du Nord et les Alpes, sans tenir compte de la France, de la Suisse et de l'Autriche, non moins de 8000 pièces d'artillerie. Pour établir un tableau complet de la situation, il faudrait également tenir compte des réserves pouvant être acheminées en l'espace de quelques semaines notamment vers le centre de l'Europe — et ces réserves sont considérables — de même que des armes nucléaires dites tactiques que les deux camps détiennent: quelque 7000 bombes ou ogives du côté OTAN, 3500 dans le camp opposé.

Un premier « contraste » ou, plus exactement, un premier paradoxe réside dans le fait que la situation se présente ainsi 30 ans après la clôture des hostilités en Europe. La paix règne sans doute en Europe, mais elle est armée jusqu'aux dents. Deuxième paradoxe: on parle, de l'autre côté du rideau qui reste de fer, depuis la mort de Staline de co-existence pacifique — et on poursuit simultanément à un rythme sans précédent

son effort d'armement: en 1965, l'Union soviétique n'avait pas 400 fusées balistiques à tête nucléaire capables de frapper le territoire américain; aujourd'hui son effectif en fusées stratégiques se chiffre à plus de 2300. De façon plus générale, hommes politiques, partis, journaux d'Europe occidentale citent à tout propos la « détente », l'appellent de leurs vœux, la prétendent acquise, en font un mot magique. Et peu nombreux sont ceux qui cherchent à donner un sens à cette formule, lequel ne pourrait qu'être le suivant: détente signifie réduction des armements susceptibles d'être utilisés contre l'Europe puisque ce sont ces moyens qui font peser la menace la plus grave sur la vie des nations européennes. Tant que les puissances, et notamment le camp communiste, n'auront pas accepté une réduction contrôlée et propre à sauvegarder — ou rétablir — un équilibre répondant à un besoin de sécurité légitime des Etats, la détente ne sera en fait, et pour citer le regretté professeur Eddy Bauer, que la détente... du pistolet!

Mais quelle doit être l'attitude du pays neutre que nous sommes dans une telle conjoncture? En somme, celle que préconise le rapport précité du Conseil fédéral que les Chambres ont approuvé à d'écrasantes majorités fin 1973 et en juin de l'année dernière. Le rapport déclare: « Les opinions peuvent diverger sur l'évolution probable des événements, mais non sur l'existence d'une menace. Ce qui doit déterminer l'état de nos préparatifs, c'est donc le degré de la menace, découlant de l'existence d'armes stratégiques et notamment de la présence d'armées prêtes à combattre, stationnées sur le continent européen, autrement dit, c'est la menace que crée le potentiel disponible. » Il résulte de ce principe, étant donné la menace que nous avons esquissée ci-dessus, que notre effort de défense ne doit pas seulement être maintenu, mais être accru. Mais est-ce économiquement possible? A n'en pas douter, puisque cette année la Suède consacre à la défense 298 dollars par tête d'habitant tandis que nous nous contentons d'un sacrifice équivalant à 125 dollars par habitant.

D.B.